

Un tribunal israélien soutient la censure sociétale de l'espionnage NSO group

Description

Par Tamara Nassar, le 14 juillet 2020



Roger Torrent, le président du Parlement de Catalogne, a été visé par un logiciel espion de la firme israélienne NSO Group. ([Ajuntament de Sabadell / Flickr](#))

Dimanche, un tribunal israélien a rejeté une pétition soutenue par Amnesty International exigeant que le ministre de la Défense israélien révoque la licence de l'exportation de la société de cyberguerre [NSO Group](#).

La juge Rachel Lavi-Barka a estimé que les requérants n'avaient pas fourni de preuves démontrant que la technologie de la société israélienne était utilisée pour espionner le personnel d'Amnesty.

« J'ai été convaincue que les procédures de contrôle et le traitement des demandes de licences d'exportation de la défense sont rigoureux », a déclaré Lavi-Barka à propos du processus de contrôle du groupe NSO, [selon](#) le quotidien israélien Haaretz.

La décision du tribunal intervient malgré « des montagnes de preuves » que les outils de surveillance du groupe NSO ont été utilisés pour cibler des journalistes et des défenseurs des droits humains, a [déclaré](#) Danna Ingleton, spécialiste technique d'Amnesty.

Ingleton a déclaré que cette « décision honteuse est un coup cruel porté aux personnes mises en danger dans le monde entier par le groupe NSO qui vend ses produits à des auteurs notoires de violations des droits humains ».

« Le groupe NSO continue de profiter des violations des droits humains en toute impunité », a-t-elle ajouté.

L'action en justice concernant le groupe NSO a été [menée](#) par une trentaine de pétitionnaires en mai 2019.

Amnesty International a soutenu cette action après qu'un de ses employés a été [pris pour cible en 2018](#) via [Pegasus](#), une cyber-arme sophistiquée produite par le groupe NSO.

Pegasus permet à ses opérateurs distants de détourner des smartphones sans être détectés et d'extraire des quantités massives de données privées.

Le groupe NSO a [salué](#) la décision de la cour, déclarant que    les allégations n  avaient pas de fondement probant   .

Le groupe NSO [affirme](#) que ses produits sont utilisés    exclusivement par les services de renseignement et les forces de l  ordre gouvernementales pour lutter contre le crime et le terrorisme   .

Parallèlement, un homme politique catalan important a été la dernière cible des logiciels du groupe NSO.

Le téléphone de Roger Torrent, le président du parlement régional de Catalogne, a été infecté par Pegasus, [selon](#) une enquête conjointe du Guardian et d  El Pa  s.

Le service de messagerie WhatsApp a alerté Torrent sur le piratage de son téléphone par Pegasus qui a profité d  une vulnérabilité grave pour installer des logiciels espions sur les téléphones.

   Il semble mauvais que des hommes politiques soient espionnés dans une démocratie où règne l   tat de droit   , a déclaré M. Torrent.

   Il me semble également immoral qu  une énorme quantité d  argent public soit dépensée pour acheter des logiciels qui peuvent être utilisés comme outil de persécution des dissidents politiques   .

Deux autres personnalités catalanes indépendantistes ont également été visées.

Anna Gabriel, ancienne membre du parlement catalan, a été informée par l  organisation canadienne de cybersécurité Citizen Lab que son téléphone avait été infiltré.

Jordi Domingo a également été visé par le logiciel.

Bien que Domingo soutienne l  ind  pendance de la Catalogne, il pense avoir été ciblé par erreur et suppose que la véritable cible était    un éminent avocat qui a le même nom que lui et qui a contribué    la rédaction de la Constitution catalane   , selon The Guardian.

Compte tenu de l  insistance du groupe NSO    vendre ses logiciels exclusivement aux gouvernements, Torrent pense que le gouvernement espagnol est le principal suspect dans les récents piratages.

Le bureau du premier ministre espagnol a déclaré qu  il n  avait    aucune preuve    que les trois politiciens catalans    ont été la cible de piratage via leurs téléphones portables   . Il a également insisté sur le fait que    toute opération impliquant un téléphone portable est toujours menée en conformité avec une autorisation judiciaire pertinente   .

En 2019, WhatsApp a [publié](#) une mise    jour remédiant    la vulnérabilité qui a permis d  espionner 1400 personnes.

   Jusqu    présent, il n  a pas été suggéré qu  un pays européen ait utilisé le logiciel du groupe NSO dans les attaques de 2019   , selon le Guardian.

Facebook, propriétaire de WhatsApp, a également poursuivi la firme israélienne.

Malgré le rôle notoire du groupe NSO dans la violation des droits des journalistes et des défenseurs des droits humains dans le monde, plusieurs pays européens, dont [les Pays-Bas](#) et [la Suède](#), se [sont rapprochés de l'industrie technologique israélienne](#), qui est étroitement liée à ses appareils de cyberguerre et d'espionnage.

Traduction : SF pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date création
2020/07/16